

MAWLID ENNABAOUÏ

Commercialisation progressive de 48 000 tonnes de volaille

P2

BTPH

Les certificats d'agrément valides jusqu'à fin 2021

P24

SIDÉRURGIE/TOSYALI D'ORAN

Exportation de 18 400 tonnes de produits vers le Canada

P2

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

La situation épidémiologique est "tout à fait admissible"

P3



En Vrac

La valse des sous

Par Madjid Khelassi

"Je n'arrive pas à lire le chiffre tellement il est long. Je ne sais plus s'il est en dinars ou en centimes. Le montant est énorme. C'est effarant..." C'est par ces mots que le juge de la cour d'Alger a ouvert les auditions du procès en appel de l'ancien homme d'affaires, Ali Haddad. Interrogé sur le chiffre (tellement long), Ali Haddad a répondu que le chiffre était de 211 000 milliards de centimes, soit

18 milliards de dollars !!! Mais que tout a été fait dans le cadre de la loi ! Il ajoute que ce chiffre représentait peu, comparativement au nombre de projets et crédits bancaires pendant cette période !

En outre, il a reconnu avoir acheté un hôtel à Barcelone pour un montant de 54 millions d'euros.

Ali ou l'histoire d'un homme qui, toujours, sourire aux lèvres, a donné sa fausse réussite en spectacle, jusqu'au jour où son empire en carton-pâte se délit dans le fracas tellurique de la chute collective de ses potes, les oligarques mangeurs de sous mal acquis.

Bienvenue chez les riches avec l'argent des autres ! Servez-vous ! Il y'en aura pour tout le monde. Les 1800 milliards de dollars de « Bahbouha » pétrolière sont faits pour ça !

Au suivant... faites le plein dans le casino du pillage planifié et du melting-pot le plus déroutant de l'histoire du monde... où ministres et hommes d'affaires marrons, hauts gradés et hauts fonctionnaires véreux, factotums et entremetteurs ripoux, s'adonnent à la danse du scalp d'un pays qu'ils ont juré de ruiner.

Les 18 milliards engrangés par Haddad sont à multiplier par 10, 100, 1000... au vu de la longue liste des bénéficiaires de cette manne divine.

Crimes économiques habillés en projets, prévarication déguisée en aménagement du territoire, corruption pratiquée en live et en boucle... La valse des sous, entraînant et enivrante, a fini par leur faire oublier qu'il y'a une fin à tout.

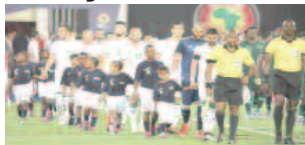
Et que la leur fut pathétique, mesquine : Larmes de crocodile dans les prétors, alibis lâches qui leur font dire...qu'ils n'exécutaient que les ordres venus d'en haut.

L'impression factice, de leur puissance supposée, finit en lâcheté dans la spectaculaire mise à nu de leurs bravoures rajoutées. C'était ça les dirigeants du pays ? La question finit dans l'ellipse de la nausée.

Sport

FOOT / ELIMINATOIRES CAN-2021

La CAF propose différentes options pour les 3e et 4e journées P13



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

199 nouveaux cas et 10 décès P3

CONTRÔLE DES PSYCHOTROPES

Les pharmaciens demandent le report de la mise en œuvre du décret P2

MOSTAGANEM

Démantèlement d'un réseau d'organisation des traversées clandestines P24

Brèves

SIDÉRURGIE/TOSYALI
D'ORAN

Exportation de
18 400 tonnes
de produits vers
le Canada

Le complexe sidérurgique "Tosyali" de Bettioua (Oran) a exporté 18 000 tonnes de rond à béton et 400 autres tonnes de fils de fer vers le Canada, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de ce complexe. L'opération d'exportation de différents produits du complexe sidérurgique, la septième du genre cette année, a été effectuée le week-end dernier à partir du port de Mostaganem vers les ports de d'Oshawa et de Sural au Canada, a-t-on indiqué. En novembre, il est prévu l'exportation de 5 000 tonnes de fils de fer vers la Roumanie, troisième opération de ce genre de produits de ce complexe vers ce pays, ainsi qu'une autre exportation de rond à béton vers le Sénégal depuis le même port, a-t-on annoncé. Pour rappel, le complexe "Tosyali" a exporté, cette année, plus de 49 000 tonnes de rond à béton vers la Grande Bretagne, le Canada et les USA, environ 3 000 tonnes de tubes de fer vers l'Angola et 3 000 tonnes de fils de fer vers le Sénégal.

R.N

ONPO

La plupart
des Agences
de tourisme ont
recouvré leurs
droits

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a affirmé, samedi, que la plupart des Agences de tourisme avaient recouvré leurs droits, soulignant son attachement à "garantir" la disponibilité administrative et de procédures nécessaires dès la reprise de la Omra et l'ouverture de l'espace aérien national. L'ONPO a affirmé que "ses efforts ont permis à la plupart des Agences de tourisme agréées de récupérer leurs droits dans le cadre des procédures juridiques en vigueur", indique un communiqué de l'Office, ajoutant que "cela a été possible après une forte coordination avec les différents partenaires et parties concernées en Arabie Saoudite, ainsi que les différentes compagnies aériennes actives, en Algérie, dans le domaine du transport des pèlerins pour l'accomplissement du rite de la Omra". Les services de l'ONPO ont également "contacté plusieurs partenaires aux niveaux national et international, notamment les Agences de tourisme et de voyage pour garantir la disponibilité administrative et l'opérationnalité nécessaires, en prévision de la reprise des vols pour la Omra après l'ouverture de l'espace aérien", selon la même source, soulignant "l'impératif de se conformer aux mesures préventives qui seront décidées dans le cadre du protocole sanitaire de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, en coordination avec toutes les parties concernées". L'Office a affirmé "suivre la reprise graduelle de l'activité de la Omra aux Lieux Saints de l'Islam et le retour progressif des pèlerins après une longue rupture imposée par les mesures préventives de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus prises en mars dernier".

R.N

CANCER DU SEIN

Des soins esthétiques gratuits

Les femmes atteintes du cancer du sein bénéficieront, tout au long de ce mois d'octobre rose (mois consacré à la lutte contre ce cancer), de soins esthétiques gratuits dans l'un des centres spécialisés situés dans les hauteurs d'Alger.



L'initiative est la deuxième du genre du club Alger El Mahroussa qui offre aux femmes des soins esthétiques et corporels multiples pour leur permettre d'améliorer leur qualité de vie et leur bien-être physique et moral afin de mieux lutter contre la maladie, a souligné Mme Raouia Talhi, présidente du Club.

Dans le cadre de cette initiative lancée hier, des séances de soins esthétiques sont proposées, à titre gracieux, aux femmes souffrant du

cancer de sein, deux fois par semaine, avec la liberté de choisir entre 3 formules de soins assurés par le Centre. Le but de l'initiative est de permettre à ces femmes de se sentir belles et de reprendre confiance en elles-mêmes, en dépit des contraintes de la maladie, a affirmé Mme Talhi. La chimiothérapie et la radiothérapie, utilisés généralement dans le traitement du cancer du sein, laissent souvent des séquelles chez les patientes, notamment sur la peau, d'où l'importance d'encourager ces der-

nières à en prendre soin, à travers les soins esthétiques.

Selon les registres nationaux du cancer, l'Algérie a enregistré 14 000 nouveaux cas du cancer du sein en 2019, notant que ce type de cancer est plus fréquent chez les femmes après l'âge de 40 ans. Le cancer du sein vient en tête des types de cancer les plus répandus en Algérie avec près de 45 000 cas enregistrés en 2019, selon la même source.

R.I

CONTRÔLE DES PSYCHOTROPES

Les pharmaciens demandent le report
de la mise en œuvre du décret

Le Syndicat national des pharmaciens algériens a appelé le gouvernement à appeler le décret précisant les modalités de contrôle administratif, technique et sécuritaire des matériels et médicaments aux propriétés influençant mentalement, tout en revoyant son contenu, considérant que sa version actuelle ouvrira les portes des prisons aux pharmaciens. Le syndicat a déclaré, dans un communiqué, que le décret n° 19-379 et daté du 12-31-2019 entrera en vigueur le 3 novembre, porteur d'un ensemble de contradictions et représente un grand risque pour le pharmacien. Le communiqué a relevé que

l'exigence du décret d'adhérer à la triple prescription pour chaque médicament dit psychotrope n'est pas applicable, notamment auprès des médecins autres que les neurologues, ce qui prive le patient de son traitement sous prétexte de l'absence de la triple prescription, alors que légalement il est permis à tout médecin en exercice de prescrire tout médicament mentionné dans le Journal algérien du Médicament, ajoutant «La triple prescription dans le monde entier nécessite un certain type de médicament. Le Syndicat national des pharmaciens estime que le décret est un retour à une méthode primitive de prescription des médicaments en les écrivant en trois exemplaires, avec la

nécessité de conserver des copies pendant deux ans pour le pharmacien et le médecin, "ça aurait été plus judicieux d'adopter des méthodes modernes de prescriptions électroniques plus sûres et plus adaptées au système de guérison". Il y a quelques semaines, le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) a porté à la connaissance de l'ensemble des pharmaciens qu'à partir du 03 novembre 2020, les dispositions du décret exécutif 19-379 publié au Journal officiel du 05 janvier 2020 seront applicables. Ces dispositions, avait précisé le Snapo, concernent les produits officinalement classés comme psychotropes selon l'arrêté ministériel du 09 juillet 2015. Ces médica-

ments ne pourront plus être dispensés aux citoyens par les pharmaciens que sur présentation d'ordonnances à souches comme le stipule désormais la réglementation.

« A ce titre, nous informons également tous les médecins du secteur privé et public ainsi que l'ensemble des citoyens que ces produits soumis à une réglementation rigoureuse et spécifique ne pourront plus être délivrés par les pharmaciens sur présentation des ordonnances habituelles mais uniquement et exclusivement sur présentation d'ordonnances à souches de couleur différente et portant un numéro de série», avait expliqué le Snapo.

R.N

MAWLID

Commercialisation progressive de 48 000 tonnes de volaille

L'Office national des aliments de bétail (ONAB) procédera, à partir de ce lundi, à la commercialisation progressive de près de 48 000 tonnes de poulet stocké au niveau national en vue de casser les prix, avant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de l'ONAB, Mohamed Betraoui, a fait savoir que cette opération, qui sera lancée ce lundi, se déroulera graduellement au niveau national, avec un prix fixé à

250 Da/kg. La commercialisation de ces stocks de poulet est à même de barrer la route à toute tentative de spéculation et d'augmentation des prix une semaine avant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, une occasion marquée habituellement par la hausse de la demande sur la viande blanche, a-t-il expliqué. Cette décision a été prise après la hausse sensible enregistrée récemment dans les prix de la volaille qui ont atteint 360 Da/kg, a-t-il ajouté. Quelque 49 points de

vente agréés ont été mis en place au niveau de 23 wilayas dont Alger, Blida, Oran, Annaba, Constantine, Tlemcen, Mostaganem et Sidi Bel Abbès. D'autres points de vente ont été mis en place à travers les wilayas de Grand Sud dont Adrar, Illizi, Ghardaïa et El Menia, a fait savoir le même responsable. Les points de vente à Alger se trouvent à Chéraga, Ain Benian, Hussein Dey et Reghaïa (3 points de vente), a précisé M. Betraoui.

R.N

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

La situation épidémiologique est "tout à fait admissible"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, a écarté, hier à Alger, le retour au confinement pour certaines wilayas, conséquemment à la hausse des cas de contaminations au Coronavirus (Covid-19), excluant une "2ème vague" de l'épidémie car, selon lui, la situation est "tout à fait admissible".

Nous n'allons pas décider de reconfiner à nouveau. Avec plus de 200 cas, nous sommes toujours dans une situation tout à fait admissible pour les épidémiologistes. Nous n'en sommes pas à des milliers de cas avec des foyers très denses et graves !", a affirmé le ministre sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Si l'évolution de la situation n'a pas atteint un stade de "dangerosité, rien n'est, toutefois, écarté si un foyer éclot et qu'il y a un risque de diffusion", a-t-il tempéré, considérant que "le bon sens exigerait alors de revenir à un durcissement du confinement dans les régions les plus infectées". Le Pr Benbouzid a, en outre, estimé que la hausse des contaminations enregistrée ces derniers jours ne signifiait pas qu'"il y aura une seconde vague" de l'épidémie. "C'est trop tôt pour l'affirmer, la courbe est en train d'évoluer en dents de scie, et c'est cela les courbes des épidémies !", a-t-il explicité. Tout en se félicitant de "la tendance baissière et des chiffres satisfaisants" constatés récemment, l'hôte de la radio a insisté sur l'importance de "préserver cet acquis qui a fait de l'Algérie l'un des pays ayant réussi à maintenir cet état", conviant, néanmoins, la population à "la prudence" en s'en tenant aux mesures barrières, "en particulier le port du masque". "Le virus est mondial et a coûté la vie à des dizaines de milliers d'individus. Le risque est permanent et le relâchement est dans la nature humaine lorsqu'on croit que l'ennemi a baissé la garde. D'où le risque de



développement, de temps à autres, de foyers qui vont éclore !", a-t-il averti, citant les cas des wilayas de Sétif, Batna et Alger. Interpellé sur les conséquences de la reprise prochaine des cours scolaires et de la réouverture des mosquées, le ministre estime qu'"il faut bien reprendre et cohabiter avec ce virus, tout en maintenant la garde", notant que la longue période de confinement a "affecté psychologiquement les enfants qui ont même perdu les réflexes d'écouliers", insistant, toutefois, sur "le respect du protocole sanitaire dans les établissements scolaires". Le Pr Benbouzid a également assuré de la "reprise en main de la

situation", s'agissant de la sensibilisation contre les dangers de la Covid-19, faisant état d'un "Média planning" impliquant l'ensemble des secteurs concernés par la question, à l'instar de celui des Affaires religieuses pour ce qui a trait à l'encadrement sanitaire de la prière du vendredi. "Nous étions désarmés au début de l'épidémie, mais avons acquis une certaine expérience par la suite en développant des réflexes", a-t-il rassuré, rassurant quant à la disponibilité des "stocks" de traitements et de tests, tout en précisant qu'"aucun pays au monde" ne procède au dépistage de la totalité de sa population. Et d'ajouter : "En Algérie,

nous dépistons suffisamment et, contrairement au début de la pandémie, ne viennent généralement aux hôpitaux que les malades présentant une symptomatologie et n'y sont hospitalisés que ceux présentant des risques d'aggravation". Le Pr Benbouzid a tenu, enfin, à mettre en garde la population quant à des "conditions favorables" à la propagation du virus avec l'entame de la saison automnale et l'arrivée du froid. De même que le risque de "confusion" avec la grippe saisonnière, en perspective de laquelle "tout est prêt pour le lancement de la campagne de vaccination", a-t-il assuré.

R.N

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

199 nouveaux cas et 10 décès

Le bilan quotidien des nouvelles contaminations au Coronavirus demeure aux alentours des 200 cas. Hier, le ministère de la Santé a recensé 199 nouveaux cas confirmés et 10 décès.

Avec ce nouveau bilan, le nombre total des cas confirmés dans le pays passe ainsi à 54 402 depuis le début de la pandémie dans le pays, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique chargé du suivi de

l'évolution de la pandémie du coronavirus en Algérie, le Dr Djamel Fourar. Les wilayas qui ont enregistré le plus de nouveaux cas sont : Jijel avec 42 cas et Alger avec 29 cas.

APS

CRISE AU SAHEL

Ismail Chergui appelle au dialogue avec les islamistes

Le commissaire de l'Union africaine chargé de la sécurité et de la paix, l'Algérien Ismail Chergui a appelé à un dialogue ouvert avec les islamistes dans la région du Sahel pour faire taire la voix des armes, qui vit depuis huit ans une crise et une situation de blocage. Dans cette contribution publiée par le journal suisse Le Temps, mercredi dernier, il a déclaré que le terrorisme et la violence intercommunautaire, dans la région du Sahel, se poursuivent et menacent de s'étendre en Afrique de l'Ouest. Ismail Chergui a écrit que la violence presque quotidienne et les allégations répétées des violations des droits de l'homme ont contribué à alimenter les conflits entre les ethnies d'un côté et contre les forces de sécurité et de défense, de l'autre. Le commissaire de l'Union africaine a critiqué la présence militaire massive de parties étran-

gères, en particulier la France et les pays du Golfe, qui n'avait pas fait l'objet d'une enquête. Cette existence n'a contribué à aucun progrès, qui mérite d'être mentionnée, dans le règlement de la crise. Chergui a indiqué que la présence de forces militaires étrangères, allusion à l'armée française (opération Barkhane), censée être limitée dans le temps, est toujours là sans que la crise soit réglée. Face à cet échec cuisant, le commissaire africain a indiqué que le moment était venu de réadapter et d'unifier les stratégies pour soutenir la stabilité dans la région du Sahel. Il a clairement affirmé que toute nouvelle initiative visant à faire taire les armes en Afrique était la bienvenue... Il a souligné que l'accord conclu en février dernier entre les États-Unis et le mouvement taliban pourrait servir d'exemple pour les

États membres de l'Union africaine. Un modèle pour y installer et discuter des voies de dialogue avec les islamistes et les encourager à déposer les armes, en particulier ceux qui sont entrés de force dans cette voie. Il a clairement indiqué qu'il fallait s'efforcer de tarir les sources de financement du terrorisme et de mettre fin au comportement criminel des groupes armés. Le message d'Ismail Chergui intervient quelques jours après la libération d'environ 200 djihadistes en échange de la libération de quatre otages, dont la Française Sophie Petronin. Cette dernière a changé son nom pour Maryam et payé une rançon, certaines sources l'ont évalué à des millions de dollars. Cet accord a suscité des réactions mitigées. La France officielle a fait semblant de rejeter la libération des djihadistes et annoncé son intention de poursuivre la guerre

contre les terroristes après avoir bloqué plutôt la possibilité d'un dialogue avec les islamistes au Mali. L'Algérie, quant à elle, n'a pas commenté les derniers événements. Mais elle a renouvelé son adhésion à continuer à travailler pour résoudre la crise en revenant à l'Accord d'Alger, comme point de départ après des années d'aventurisme militaire qui n'ont fait qu'élargir le cercle du conflit... L'Algérie se trouve être la première concernée par l'évolution de la situation dans cette région. Faut-il signaler que notre pays a travaillé pendant des années à rapprocher les points de vue entre les parties en conflit, dans une approche globale, un effort couronné par la signature de l'Accord d'Alger qui consacre le dialogue, comme seul moyen pour régler la crise.

Fayçal B.

FRANCE -ALGÉRIE

Darmanin en visite le 25 octobre prochain à Alger

Le ministre français de l'Intérieur, Gerald Darmanin, se rendra dimanche 25 octobre en Algérie pour une visite de deux jours où il discutera avec les autorités algériennes, sur la question de l'expulsion des mineurs isolés en France mais aussi des personnes fichées pour radicalisation à caractère terroriste. Cette visite vient après les deux dernières attaques à caractère terroriste qu'a connues la France ce mois à Paris dont la dernière a coûté la vie à un enseignant. De ce fait, Darmanin étudiera avec son homologue algérien la possibilité d'expulsion de certaines personnes dangereuses qui sont soit en prison en France ou bien en liberté, a souligné Europe 1 hier. Darmanin a été vendredi dernier au Maroc pour la même cause et se rendra en Tunisie juste après Alger, afin de convaincre l'ensemble des pays du Maghreb de l'expulsion de ces personnes dangereuses. Selon le même média, il existe actuellement 231 personnes concernées, dont 180 sont en prison et d'autres seront arrêtées et expulsées aussi. Le ministre sera accompagné du patron de la DGSJ et apportera dans ses bagages une liste d'islamistes que la France veut expulser.

R.N

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Report de la réunion du Conseil des ministres

La réunion périodique par visioconférence du Conseil des ministres, qui devait se tenir hier, a été reportée en raison du programme chargé du président de la République et du Gouvernement, indique un communiqué de la présidence de la République. "Il a été décidé de reporter la réunion du Conseil des ministres qui devait se tenir aujourd'hui par visioconférence, en raison du calendrier chargé des programmes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du gouvernement, en plus de raisons techniques", précise la même source.

APS

BACCALAURÉAT

Sit-in de protestation des candidats libres

Les candidats libres à l'examen du baccalauréat, session 2020, ont organisé des rassemblements devant le siège des directions de l'éducation, hier, dans certaines wilayas du pays. Les manifestants ont souligné que les notes obtenues à l'examen ne reflètent pas le travail présenté dans leurs réponses, pointant du doigt le Bureau national des examens et concours. Les manifestants demandent que leurs feuilles d'examens soient recorrigées même si le ministère de l'Éducation refuse d'ouvrir la porte aux appels, soulignant la nécessité d'ouvrir une enquête sur les circonstances de la correction et les notations. Des appels à manifester devant les directions de l'éducation sur les réseaux sociaux ont été lancés dans les jours qui ont suivi l'annonce des résultats.

R.N

FORMATION AUX MÉTIERS DE L'EAU

Création de 20 nouvelles spécialités à partir de l'année prochaine

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a mis l'accent samedi à Alger sur l'importance de la formation dans l'amélioration du niveau des cadres du secteur en vue de garantir des services de qualité aux consommateurs, annonçant la création de 20 nouvelles spécialités de formation aux métiers de l'eau à partir de l'année prochaine.

La formation figure parmi les projets du secteur en vue de préserver la pérennité de ses institutions et valoriser la ressource humaine, a indiqué le ministre qui coprésidait avec le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyem Benfriha, la cérémonie de lancement de la nouvelle année de formation au profit des cadres des ressources en eau organisée au Centre national de la formation aux métiers de l'eau relevant de l'Algérienne des eaux (ADE) à Alger. L'encadrement et la qualification adoptés par le secteur visent à s'adapter aux nouveautés de ce domaine sur les plans technique et technologique, a-t-il expliqué relevant que les métiers de l'eau nécessitent une adaptation continue aux développements technologique et numérique. "Nous comptons créer près de 20 nouvelles spécialités dans les métiers de l'eau à partir de l'année prochaine", a-t-il relevé. Le premier groupe des cadres installés récemment au sein de l'ADE sera formé durant la nouvelle année de formation, a-t-il fait savoir. Les établissements de formation relevant du secteur des ressources en eau ont créé une plateforme d'échange entre les techniciens, les experts et les travailleurs du secteur à travers le pays,



a ajouté le ministre. M. Berraki a évoqué l'importance accordée par le projet d'aménagement de la constitution soumis à référendum prévu le 1er novembre à la préservation de l'eau pour les futures générations.

Benfriha : La formation aux métiers de l'eau et de l'environnement attire un nombre croissant de jeunes

Pour sa part, le ministre de la Formation et de l'Enseignement pro-

fessionnels, Hoyem Benfriha, a indiqué que sa visite au Centre national de formation aux métiers de l'eau, lui avait permis de s'enquérir des capacités dont dispose le secteur en matière de formation qui constitue un élément clé pour le développement économique. "Ces programmes de formation permettront de développer les capacités des établissements et de leur personnel", a-t-elle souligné. Evo-

quant les spécialités assurées par son secteur qui couvrent les activités principales de l'économie nationale dont le nombre est de 495 spécialités réparties sur 23 filières professionnelles, le ministre a rappelé le grand nombre d'apprentis dans les filières de l'eau et de l'environnement au niveau de son secteur, faisant état de 22 spécialités dont la réhabilitation et la maintenance des infrastructures

des eaux, l'entretien des réseaux d'alimentation en eau potable, l'exploitation des barrages et des stations d'épuration et bien d'autres. Le nombre des diplômés dans la filière des eaux est de 1 812, tous niveaux confondus, sur un total de 5 127 apprentis au niveau des différentes filières de l'eau et de l'environnement, avance Mme Benfriha. Par ailleurs, le ministre a évoqué les articles 65 et 66 de l'amendement de la Constitution qui mettent en avant "l'importance de la formation dans le développement des compétences et des capacités des entreprises nationales outre le renforcement de l'action commune entre les secteurs. Les deux ministres ont visité les différentes classes et ateliers du Centre national de formation aux métiers de l'eau où ils se sont enquis du déroulement des unités d'enseignement tout en inspectant les équipements utilisés dans la formation pratique. Par la même occasion, un amphithéâtre relevant du Centre national de formation aux métiers de l'eau a été baptisé du nom de feu Ahmed Hammedi, ancien cadre des ressources en eau.

APS

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA
D A I R A DE BISKRA
COMMUNE DE BISKRA

AVIS D'ADJUDICATION

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'il sera procédé à la mise en location des droits de places et stationnement à travers les stations inter-communes transport des voyageurs quartier mujahidoun par adjudication aux chères publiques et sous pliis cachetés dix (10) jours après l'apparition de cet avis dans l'un des quotidiens nationaux à (10^h.00) dix heures du matin au siège de la commune de Biskra .

Le montant de la mise à prix est : (200.000,00 D A) par mois (deux cent mille DA)

Les conditions de participation à l'adjudication :

- 01- Une demande de participation contenant le nom, le prénom et l'adresse de l'adjudicateur et son garant, adresser au moins de 24 h avant la date de l'adjudication et numéraux (tel -fax -email) .
- 02- Une photo copie du R.C (article adjudicateur) avec une copie de la carte fiscale de l'adjudicateur et son garant.
- 03- Un casier judiciaire original de l'adjudicateur et son garant.
- 04- Un extrait des rôles original de toute contribution de l'année en cours de l'adjudicateur et son garant
- 05- Une enveloppe fermée portée la mention suivante (offre financière à ne pas ouvrir) qui doit comprendre
L'offre financière proposée au bail caché et signé par l'adjudicateur qui doit être supérieure à la mise à prix.
- 06- Un chèque visé au nom du trésorier communal pour une somme représentant 600.000,00 D A qui ne doit pas dépasser un mois contre une quittance par le trésorier communal.
- 07- (02) deux photos.
- 08- Un certificat de résidence de l'adjudicateur et son garant contient l'adresse précise.
- 09- Photocopie de la carte d'identité nationale de l'adjudicateur et son garant.
- 10- Un certificat de moralité de l'adjudicateur et son garant a' sur l'adjudicateur qui un registre de commerce moins deux (02) ans.
- 11- Un engagement solidaire de caution notarié, précise l'objet du garantie.
- 12- Cahier des charges caché et signé par l'adjudicateur.
- 13- Une quittance d'acquisition du cahier des charges.

Les intéressés peuvent prendre le cahier des charges relatif à l'adjudication tous les jours ouvrables à la Direction des Finances et patrimoine Communal (Service du patrimoine Communal) contre un paiement De (2.000,00) DA.

N.B : *dans le cas où l'adjudication est déclarée infructueuse, il sera procédé une deuxième Adjudication dans même jour et heure du semaine suivante.
* les dossiers ne seront pas remis aux adjudicateurs.

Biskra le : 2020 أكتوبر 12

Le Président de l'APC

ANEP 2016016804

LA NATION 19/10/2020

SECTEUR DES RESSOURCES EN EAUX

Vers l'intégration des centres de formation dans une SPA

Le secteur des Ressources en eaux prévoit l'intégration des centres de formation relevant de son institution dans une seule société par actions (SPA), indique, samedi, le directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Smail Amirouche. S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année de formation des cadres du secteur des Ressources en eaux au Centre national de formation aux métiers de l'eau (CNFME) relevant de l'ADE, M. Amirouche a précisé que l'intégration de ces centres intervient dans le cadre de la nouvelle approche du secteur visant à réaliser la complémentarité entre les différentes institutions du secteur. Cette démarche devra renforcer les

centres de formation à même de couvrir toutes les spécialités et répondre à la demande exprimée au niveau des institutions du secteur des Ressources en eaux. Le secteur aspire également, à travers cette future SPA, à s'orienter vers la coopération et la complémentarité avec les autres secteurs pour la formation des cadres ne relevant pas du secteur et les techniciens étrangers, a-t-il expliqué. Selon M. Amirouche, ces centres visent à améliorer le niveau des fonctionnaires, des cadres et des responsables du secteur, outre une gestion efficace de la ressource humaine. Ces centres leur permettront de bénéficier de la formation adéquate, avant d'accéder à des postes de responsabilité, de prendre

connaissance de la politique de l'institution et de mieux assimiler sa stratégie et ses normes dans la gestion, a-t-il ajouté. Il est procédé actuellement à l'accompagnement d'un groupe de cadres ayant été installé récemment afin de leur permettre une meilleure maîtrise des rudiments de la gestion, en renforçant leurs qualifications et compétences complémentaires en vue d'améliorer leur rendement notamment en matière de numérique. Concernant le domaine de coopération avec le secteur de la formation, le DG de l'ADE a fait état de la coordination bilatérale pour l'élaboration de programmes pédagogiques, ajoutant qu'il est prévu d'élargir cette coopération à d'autres domaines.

APS

UNIVERSITÉ DE OUARGLA

Sonatrach contribue à la création d'un incubateur pour les startups

La Sonatrach a contribué, en compagnie de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), à la création d'un incubateur universitaire pour les startups au niveau de l'université "Kasdi-Merbah" de Ouargla, a indiqué hier un communiqué de ce Groupe. "Afin de renforcer et de valoriser son rôle en tant que partenaire économique et opérateur social, la Sonatrach a contribué, en compagnie de l'ANVREDET, à la création d'un incubateur universitaire pour les startups au niveau de l'université "Kasdi-Merbah" de Ouargla, a précisé le Groupe

dans le communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Ce projet vise à valoriser les recherches scientifiques et les différents travaux d'innovation et à les concrétiser, à travers l'accompagnement des porteurs de projets innovateurs pour la création de startups et de PME, a ajouté la même source. "Sonatrach dispose d'une vision pour accompagner les startups, en leur ouvrant le champ et en leur offrant la chance de chercher et de développer ensemble leurs projets", a déclaré le Président-Directeur général du (P-Dg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, conclut le même communiqué.

AVEC UNE PANDÉMIE NON MAÎTRISÉE

La reprise économique mondiale sera lente

La reprise économique mondiale sera lente tant que la pandémie de Covid-19 ne sera pas sous contrôle, a déclaré l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Gita Gopinath, relevant les efforts multilatéraux pour contenir le virus.

Mme Gopinath a estimé, dans un entretien accordé à l'agence d'information chinoise (Xinhua), que les résultats économiques au 2ème trimestre ont été moins catastrophiques et que la reprise mondiale devrait être forte au 3ème trimestre. Toutefois, la dynamique pourrait connaître un ralentissement par la suite. "Nous vivons toujours avec la pandémie dans de nombreuses régions du monde, ce qui va ralentir la reprise car les secteurs des services à forte intensité de contact ne se remettront pas complètement tant que la pandémie ne sera pas sous contrôle", selon elle.

Dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM), le FMI prévoit que l'économie mondiale se contractera de 4,4% en 2020, soit 0,8 point de pourcentage de plus que les prévisions de juin. Malgré cette révision à la hausse, Mme Gopinath a averti que la sortie de cette crise sera probablement



"longue, inégale et très incertaine". Il subsiste une énorme incertitude quant aux perspectives économiques mondiales, selon ce rapport qui a souligné les risques de baisse tels que la résurgence du virus, les restrictions croissantes sur le commerce et les investissements, ainsi que l'incertitude géopolitique croissante. "Nous sommes très préoccupés par la possibilité d'une deuxième vague", a souligné Mme Gopinath. "Et s'il y a effectivement une deuxième vague sérieuse, qui conduit à des mesures de confinement et de verrouillage beaucoup plus étendues, alors cela constituera certainement un grand risque de baisse pour nos prévisions" a-t-elle relevé. Les tensions commerciales sont également une préoccupation majeure, a-t-elle ajouté, notant que ce problème existait déjà antérieurement à la pandémie.

R.E

TECHNOLOGIES PERTINENTES

La Chine adopte une loi qui limite les exportations

La Chine a adopté une loi qui limite les exportations des technologies pertinentes liées à la sécurité nationale, une disposition qui s'ajoute aux mesures qu'elle pourrait utiliser contre les Etats-Unis dans un contexte de tensions croissantes entre les deux puissances. Cette loi, adoptée samedi par le Parlement chinois et qui entrera en vigueur le 1er décembre, permet à Pékin de prendre des mesures correspondantes contre tout pays ou région qui abuse des mesures de contrôle des exportations mettant en danger la sécurité du pays. Les données techniques (le code source, les algorithmes...) relatives aux produits mentionnés dans cette loi seront également soumises à des contrôles à l'exportation, selon le texte. Cette mesure adoptée par Pékin lui donne plus de latitude pour riposter au président américain Donald Trump dans la guerre qu'il livre aux entreprises chinoises du secteur des technologies.

La Maison Blanche s'est notamment

attaquée à certaines applications sur smartphone, au géant chinois des télécoms Huawei ainsi qu'au fabricant de puces informatiques Semiconductor Manufacturing International Corp (Smic). Cette nouvelle loi, "élaborée pour sauvegarder la sécurité et les intérêts nationaux", vient s'ajouter à l'arsenal de réglementations déjà prises par la Chine qui comprend des restrictions en matière d'exportations de technologies de pointe ainsi qu'une liste d'entreprises jugées peu fiables.

"Lorsqu'un pays ou une région ne se conforme pas aux mesures de contrôle des exportations et compromet la sécurité nationale et les intérêts de la République populaire de Chine, (celle-ci) peut prendre des mesures réciproques", précise la loi. Cette loi précise que les autorités chinoises établiront "en temps utile" une liste de contrôle des exportations de produits concernés. Les ressortissants étrangers et entreprises étrangères peuvent égale-

ment être tenus pour responsables d'avoir enfreint les règles de contrôle en matière d'exportations. Les relations commerciales entre Pékin et Washington se sont détériorées depuis que l'administration Trump s'est lancée en 2018 dans une guerre commerciale avec Pékin qui s'est traduite par des surtaxes douanières supplémentaires réciproques portant sur de nombreuses marchandises. Le président américain a notamment accusé la Chine de pratiques commerciales "malhonnêtes", de vol de propriété intellectuelle et de vouloir utiliser la technologie pour étendre son emprise sur certaines régions du monde.

Le ministère chinois du Commerce avait prévenu il y a quelques semaines que si les Etats-Unis persistaient dans leurs actions unilatérales, la Chine prendrait les mesures nécessaires pour protéger de façon résolue les droits et les intérêts des entreprises chinoises.

R.E

AFRIQUE DU SUD

Une société américaine s'engage à produire 2500 mégawatts d'électricité

La Société américaine de financement du développement international (DFC) s'est engagée à soutenir son compatriote NuScale spécialisée dans les technologies de l'énergie nucléaire et ce pour développer 2.500 mégawatts d'électricité en Afrique du Sud, a indiqué DFC dans un communiqué. La DFC, qui a mis fin à son interdiction de soutenir l'énergie nucléaire en juillet dernier, a signé une lettre d'intention pour soutenir l'offre de NuScale pour le programme de production d'électricité de l'Afrique du Sud, a souligné la société de financement dans un communiqué. "En cas de succès, NuScale serait le premier IPP américain dans le domaine de l'énergie nucléaire sur le continent et aiderait à soutenir la résilience et la sécurité énergétiques dans l'une des principales économies d'Afrique", indique la même source. Le gouvernement sud-africain a élaboré, il y a plusieurs mois, un plan de relance économique en collaboration avec des groupes d'entreprises. La stratégie, examinée par l'exécutif cette semaine et vue par Bloomberg, comprend des suggestions pour garantir un approvisionnement énergétique fiable grâce à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Le projet consacre 23 milliards de rands (1,4 milliard de dollars) pour galvaniser les investissements privés dans les infrastructures, alors que 4,5 milliards de rands seront dépensés dans les transports publics au cours des 12 prochains mois.

R.E

INDE

Les réserves de change atteignent un record de plus de 551 milliards USD

La Banque centrale indienne a annoncé samedi que les réserves de change de l'Inde ont augmenté de 5,86 milliards de dollars pour atteindre un record historique de 551,5 milliards de dollars. Les réserves de change de l'Inde comprennent des actifs en devises étrangères (FCA), les réserves d'or, les droits de tirage spéciaux (DTS) et la position de ré-

serve auprès du Fonds monétaire international (FMI). Sur une base hebdomadaire, les FCA, la plus grande composante des réserves de change, ont augmenté de 5,73 milliards de dollars pour s'établir à 508,7 milliards de dollars, selon le supplément statistique hebdomadaire de la Banque centrale indienne. De même, la valeur des réserves d'or du pays a dimi-

nué de 113 millions de dollars pour se situer à 36,5 milliards de dollars, alors que la position de réserve du pays auprès du FMI a augmenté de 13 millions de dollars pour atteindre 4,64 milliards de dollars. Il en est de même pour la valeur des DTS qui a augmenté de 4 millions de dollars à 1,48 milliard de dollars, précise la même source.

Le gouvernement indien avait annoncé en mai dernier un méga-plan de 266 milliards de dollars afin de mener à bon port l'économie nationale et promouvoir notamment les chaînes d'approvisionnement locales, lourdement affectées par la pandémie de Covid-19.

R.E



TISSEMSILT

Le Centre universitaire promu au rang d'université

Le Centre universitaire de Tissemsilt "Ahmed Ben Yahia El Ouancharissi" a été promu au rang d'université, a annoncé samedi le wali Abbass Badaoui.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué, lors d'une conférence de presse, organisée en marge des festivités marquant la célébration de la journée nationale de l'émigration, qu'il été procédé à la signature d'un décret exécutif portant promotion du centre universitaire de Tissemsilt au rang d'université.

Le même responsable a appelé les enseignants et les étudiants de l'université de Tissemsilt à "re-

doubler d'efforts et de réussite pour hisser leur établissement universitaire à un pôle scientifique national de premier plan parmi les universités du pays". Pour sa part, le directeur des études de pos-graduation de l'université de Tissemsilt, Dr Mohamed Bouras a indiqué, à l'APS, que cette décision de promotion du centre universitaire au rang d'université, est une "résultante", car le centre "réunissait toutes les conditions pédagogiques exigées notamment dans le domaine de la qualification des instances scientifiques et pédagogiques ainsi que l'ouverture de nouvelles spécialités et de projets de doctorat, outre sa dotation en labora-

toires de recherche scientifique et de formation des enseignants".

A l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'émigration qui s'est déroulée dans la commune de Lardjem, les autorités de la wilaya se sont dirigées vers le cimetière des Chouhada, où elles ont procédé à la levée du drapeau national, écouté l'hymne national et déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et la lecture de la Fatiha à la mémoire des chouhada. La délégation s'est rendue ensuite, au Musée local du Moudjahid, à la faveur de cet événement chargé d'histoires.

Brèves

TIARET

Distribution de 65 bus de transport scolaire

Une opération de distribution de 65 bus de transport scolaire et de 26 engins des travaux publics a été organisée samedi, dans la wilaya de Tiaret, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'émigration. Le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi a souligné, lors d'une cérémonie symbolique de remise de ces moyens de transport et de matériel, que la distribution de ces bus à la veille de la rentrée scolaire permet à 21 communes sur 42 collectivités locales de la wilaya d'être satisfaites en terme de transport scolaire, affirmant que l'Etat continue à œuvrer pour fournir de tels moyens à diverses régions. Le parc de la wilaya comprend désormais 305 bus de transport scolaire, a fait savoir le wali, déclarant également que toutes les conditions sont réunies pour accueillir les élèves du primaire le 21 octobre et les élèves du secondaire et du moyen le 4 novembre, dont les enfants de familles nomades, tout en assurant une application stricte du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de Covid-19. Les festivités de commémoration de la journée nationale de l'émigration ont été marquées par une cérémonie de recueillement à la mémoire de chouhada par le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de la place "Mohamed Boudiaf" au chef-lieu de wilaya, une intervention du secrétaire de wilaya de la Fédération du Front de libération nationale en France et la projection d'un documentaire sur cet anniversaire au musée du moudjahid.

VILLAGE DE "SIDI-ALI" À EL-HAMDANIA (MÉDÉA)

157 foyers raccordés au gaz naturel

Au total, 157 foyers, situés au niveau du village de "Sidi-Ali", dans la commune d'El-Hamdania (nord de Médéa), ont été raccordés, samedi, au réseau local de distribution de gaz naturel, à l'occasion de la commémoration de la journée nationale de l'immigration correspondant au 59^e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961. La mise en service de ce nouveau réseau de raccordement domestique en gaz naturel, réalisé dans le cadre de l'ancien programme quinquennal 2010-2014, s'est déroulée en présence du wali, Djahid Mousse qui a saisi, cette opportunité, pour rappeler les efforts consentis par l'état en vue de couvrir le plus grand nombre possible de communes et d'agglomérations urbaines secondaires en gaz naturel. Une subvention budgétaire, d'un montant de plus de 230 millions de DA, a été nécessaire pour le financement des travaux de raccordement de cette agglomération urbaine secondaire, soit l'équivalent de 1,5 million de DA pour chaque foyer, selon les explications fournies sur place par un responsable de la direction locale de l'énergie. Un réseau de distribution, d'un linéaire de 18 km, a été réalisé pour permettre le branchement des foyers qui font, ainsi, leurs adieux aux bonbonnes de gaz butane et pouvoir, désormais, passer l'hiver dans des conditions meilleures.

BOUMERDES

Lancement de réalisation de près de 7.000 logements AADL

Les travaux de réalisation de près de 7.000 logements de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) ont été lancés samedi à Boumerdes sous la supervision du ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Kamel Nasri.



Après avoir suivi un exposé exhaustif sur le secteur de l'habitat à Boumerdes, M. Nasri a fait savoir que le quota de logements estimés de près de 7.000 logements (AADL 1 et 2) était le dernier quota de logements au titre du programme de l'AADL dans nombre de régions de cette wilaya. Le ministre a salué le rôle joué par les autorités locales pour assurer les assiettes devant abriter ce nombre important ces logements. "Le coup d'envoi de la réalisation de ces projets signifie que les

souscripteurs choisiront prochainement leurs sites", a-t-il expliqué, appelant "les responsables de ces projets à faire preuve de justice et de transparence en la matière". Et d'ajouter que toutes les entreprises choisies pour la réalisation de ces logements sont algériennes, souligne le ministre, déclarant que "nous avons saisi cette visite pour leur exiger de revoir les délais de réalisation vu le besoin impérieux des citoyens en ces logements". Les logements sus-cités se répara-

tissent sur les régions de Hlaimia à Boudouaou (+1400 unités), El Hadba dans la même commune (500) et Fades (près de 400). Selon M. Nasri, la réalisation des autres programmes de logements sera lancée dans la région de Benchoub dans la commune de Hammadi (570 logements) et aux environs des Isser (180). Dans une déclaration à l'issue de sa visite, le ministre a affirmé que "la dynamique de remise des logements au niveau national, toutes formules confondues, se poursuit", faisant état de la "pro-

grammation de la remise des clés d'un grand quota de logements, toutes formules confondues, à travers tout le territoire national le 1er novembre prochain". "Le choix de la date du 01 novembre pour la distribution de ces logements a été décidé au regard de la symbolique de la lutte du peuple algérien outre sa coïncidence, cette année, avec le référendum sur la révision constitutionnelle qui consacre le caractère social de l'Etat ainsi que sa solidarité avec toutes les franges de la société".

EL KALA ET FETZARA (EL TARF)

Mise en service de trois projets de développement local

Trois (03) projets de développement local, destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations relevant respectivement des communes d'El Kala et du Lac des Oiseaux (El Tarf) ont été mis en service, samedi, par le wali, à l'occasion de la commémoration du 59^e anniversaire des événements du 17 octobre 1961. Accompagné des autorités civiles et militaires ainsi que de la famille révolutionnaire, le chef de l'exécutif, Harfouche Benarar a procédé à la mise en service du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) au profit de la localité de M'rédima, à El Kala, à partir du champ Boumalek, pour un montant de 45 millions de dinars. Cette opération permet, à présent, d'assurer une alimentation en eau potable de 2.700 m³/J, au niveau de cette localité, a-t-on expliqué, signalant que ce renforcement de l'AEP a été possible à l'issue de travaux de réalisation, dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD), ayant permis d'atteindre un débit de 10L/S et de la réalisation d'un transfert sur 07 km.



Aussi, un stade de proximité a été également inauguré au niveau de Gantra El Hamra, à El Kala, au grand bonheur des jeunes de cette région. Le wali a, par ailleurs, présidé une cérémonie de mise en service d'une opération de raccordement au réseau de distribution de gaz de ville au profit de la localité de Fetzara, relevant de la commune du Lac des oiseaux, pour un montant de 58 millions de dinars. Il a, à chaque étape de sa visite, rappelé les ef-

forts déployés au quotidien par l'Etat, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration de leurs conditions de vie. La délégation de wilaya s'était auparavant recueillie au cimetière des martyrs du chef lieu de wilaya, où une gerbe de fleurs a été déposée au pied de la stèle commémorative, avec la lecture de la Fatiha à la mémoire des glorieux chouhada de la guerre de Libération nationale.

CONSTANTINE

Baisse sensible des cas d'asphyxie au monoxyde de carbone

Les cas d'asphyxie au monoxyde de carbone ont enregistré une baisse "sensible" durant les neuf premiers mois de l'année en cours dans la wilaya de Constantine, par rapport à la même période de l'an 2019, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la protection civile (DPC).



Un total de 115 personnes victimes de ce type d'accidents secourues, ont été recensées entre les mois de janvier et septembre de l'année en cours lors de 76 interventions, contre 149 interventions dénombrées par les services de la protection civile pendant la même période de l'année dernière, a précisé le responsable de la cellule de la communication et de l'information de la DPC, le lieutenant Nourreddine Tafer en marge du lancement d'une caravane de sensibilisation liée à ce sujet. Durant ces interventions, 181 personnes ont été secourues et 6 autres sont décédées, a indiqué le représentant de ce corps constitué lors de cette manifestation

dont le coup d'envoi a été donné depuis la ville Massinissa dans la commune d'El Krou. L'organisation régulière des campagnes de sensibilisation aux risques liés à l'utilisation du gaz naturel avec la collaboration des services de la concession de distribution d'électricité et du gaz et des services de la direction du commerce ciblant notamment les nouvelles cités, est "le facteur essentiel" qui a contribué à la réduction de ce nombre des cas, a affirmé la même source. Aussi et selon le même responsable, le respect des mesures préventives visant la réduction de ce phénomène en particulier durant la période de confinement est également à l'origine de cette

baisse. L'organisation de cette caravane d'information sur les risques d'asphyxie au monoxyde de carbone ayant mobilisé l'ensemble des unités opérationnelles de la protection civile, aura pour objectif de diminuer le nombre de ce type d'accidents domestiques, a affirmé le lieutenant Tafer. Cette caravane de prévention sillonnait jusqu'à la fin du mois de janvier prochain, les 12 communes de la wilaya, a-t-il fait savoir, ajoutant que le programme de sensibilisation touchera d'autre part les élèves, stagiaires de centres de formation professionnelle et étudiants des universités pour bénéficier des consignes et règles de sécurité liées à ce domaine.

Lors de cette caravane de sensibilisation, pas moins de 15.000 dépliantes renseignant sur les mesures préventives notamment des conseils autour de l'installation des appareils fonctionnant en cette énergie, seront distribués en particulier en faveur de la population des zones rurales, a souligné de son côté Ouaïba Takherist, la chargée de l'information et de la communication de la direction de la concession de distribution d'électricité et du gaz. Les actions de sensibilisation réalisées l'année dernière notamment à travers les nouveaux pôles urbains d'Aïn Nahas, de Massinissa et d'Ali Mendjeli ont ciblé environ 10.000 familles, a rappelé la même source.

Brèves

TIZI OUZOU

Acquisition de six chasse-neige au profit des localités d'altitude

La wilaya de Tizi-Ouzou a acquis un nouveau quota de six chasse-neiges qui seront destinés aux localités situées en altitude et connaissant de fortes chutes de neige, a indiqué, samedi, le wali Mahmoud Djamaa. Interrogé sur les préparatifs de la saison hivernale, le wali a indiqué à la presse en marge des activités ayant marqué la commémoration de la Journée nationale de l'émigration, que six chasse-neige ont été acquis par la wilaya dans le cadre de ces préparatifs qui ont commencé depuis plus de deux mois. Ces engins sont mis à la disposition de la direction locale des travaux publics qui va les distribuer aux communes qui souffrent de fermeture des routes par les chutes de neige, a-t-il souligné, en ajoutant qu'en cas de nécessité d'autres moyens seront mobilisés par la wilaya. Des opérations de nettoyage du réseau de drainage d'eau de pluie et des avaloirs a été également lancée, a-t-il signalé, notant que des instructions ont été données aux chefs de daïras, les communes et les services techniques, pour qu'ils s'organisent et coordonnent leurs interventions en cas de BMS. Par ailleurs, la préparation des établissements scolaires pour la prochaine rentrée scolaire avancent dans de bonnes conditions, a-t-il assuré, ajoutant qu'une opération d'équipement des établissements scolaire en moyens de chauffage est en cours. "Des subventions ont été accordé par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locale et de l'Aménagement du territoire aux communes afin de prendre en charge ce volet auquel nous accordons un intérêt particulier", a-t-il insisté.

DJELFA

Djerad inaugure une école des métiers des travaux publics

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé, samedi, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya de Djelfa, à l'inauguration d'une école des métiers des travaux publics. "La formation au niveau de ces écoles est un impératif", a déclaré, sur place, le Premier ministre, qui était accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, à l'issue d'un exposé sur cet établissement de formation. Assurant que cette école est une "opportunité offerte pour les jeunes pour se former dans les métiers des travaux publics, et marquer leur contribution dans la réalisation de projets, au double plan local et national", a-t-il souligné. M. Djerad a donné des instructions pour "l'entame progressive de l'aspect pédagogique du projet, et la réduction de la dépendance aux compétences étrangères". Il a, à ce titre, loué les relations de fraternité et d'amitié liant l'Algérie à la République de Chine populaire, réalisatrice de ce projet. A noter que cette école de formation, d'une capacité d'accueil de 250 places pédagogiques, a été concrétisée sur une assiette de 2000 m² du nouveau pôle urbain de "Berbihi", dans un style moderne, dans le cadre du renforcement de l'amitié algéro-chinoise -- projet de réalisation de l'autoroute Nord-Sud. Le projet, dont l'encadrement a été assuré par l'Agence nationale des autoroutes, vise principalement à développer les capacités et compétences des employés, en charge des missions de réalisation, contrôle, maintenance et suivi des infrastructures de base et des installations du secteur des travaux publics. Cette école est, également, dotée d'un rôle majeur dans l'organisation de sessions de recyclage et de mise à niveau, au profit des employés du secteur, techniciens et topographes, entre autres.

ORAN

Un laboratoire privé agréé pour effectuer les PCR

Un laboratoire privé d'analyses à Oran a été récemment agréé par l'Institut Pasteur pour effectuer des analyses PCR (réaction de polymérisation en chaîne) relatives au Covid-19, a-t-on appris samedi du directeur local de la santé et de la population. Lors d'une conférence de presse au niveau du siège de sa Direction, consacrée à la situation sanitaire dans la wilaya d'Oran, Abdennaceur Boudaa a indiqué que l'Institut Pasteur a récemment délivré un agrément au profit d'un laboratoire privé d'analyse qui est désormais habilité à effectuer des PCR Covid-19, faisant savoir que trois autres dossiers sont à l'étude. "L'octroi des agréments obéit à des critères

stricts qui doivent être validés par l'Institut Pasteur. Les critères concernent les locaux des laboratoires, l'appareil PCR et le personnel", a expliqué le même responsable, indiquant que tous les laboratoires ne remplissent pas ces critères. "Il s'agit d'une grande responsabilité qui peut relever du pénal", a-t-il rappelé, mettant en garde tout établissement de santé qui ose faire des PCR sans agrément. M. Boudaa a, par ailleurs, assuré qu'une quatrième unité PCR relevant du secteur public (en plus de celles du CHU et de l'EHU), sera prochainement mise en service, permettant de prendre en charge plus de malades dans des délais qui ne dépassent pas 48 heures. Sur un autre registre, le DSP

d'Oran a fait savoir que le nombre de lits au niveau de l'Hôpital "Nedjma", réservé pour prendre en charge les cas Covid-19, passera de 120 à 224 lits, en le dotant d'un espace de réanimation. "Nous comptons acquérir 10 respirateurs pour les placer au niveau de l'Hôpital Nedjma", a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il est par ailleurs question, dans un moyen terme, de mettre en place un deuxième service Infectieux. Le seul existant à Oran étant celui du CHUO. La constitution de stocks de moyens de protection pour les équipes médicales et du matériel pour prendre en charge les malades dont les respirateurs, constitue la priorité à ce moment, a-t-il déclaré.



TENNIS / ATP

Alexander Zverev remporte le tournoi de Cologne



COLOGNE (Allemagne), 18 oct 2020 (APS) - L'Allemand Alexander Zverev a remporté dimanche à huis clos le premier des deux tournois ATP programmés à Cologne en octobre, en battant en finale le Canadien Félix Auger-Aliassime 6-3, 6-3.

A 23 ans, le numéro 7 mondial de tennis accroche un douzième tournoi à son palmarès, alors que le jeune prodige canadien de 20 ans échoue pour la sixième fois dans une finale. Les deux hommes se sont livrés une bataille de très haut niveau.

Auger-Aliassime est resté dans le match jusqu'au bout, mais Zverev a fait parler son expérience et ce malgré l'absence de public à Cologne. L'Allemand sera de nouveau tête de série numéro un pour le deuxième tournoi de Cologne, qui débute aujourd'hui.

Brèves

BOXE

L'Américain Lopez remporte le titre unifié des légers

L'Américain Teofimo Lopez a remporté le titre unifié des légers, en battant à l'unanimité des juges au terme d'un combat serré contre l'Ukrainien Vasiliy Lomachenko samedi à Las Vegas. Lopez, qui était le champion IBF de la catégorie, s'empare ainsi des ceintures WBC, WBO et WBA, détenues par son adversaire, invaincu depuis six ans. Il devient à 23 ans le plus jeune boxeur à détenir ainsi un titre unifié depuis la création de la WBO en 1988. "Je suis prêt à dominer le monde", a déclaré l'Américain, vainqueur de ses 16 combats en pro (dont 12 par KO). Il n'a plus perdu depuis sa défaite en amateurs aux Jeux olympiques de Rio qu'il avait disputé sous les couleurs du Honduras en 2016. Les trois juges lui ont donné la victoire (119-109, 117-111 et 116-112), mais le combat disputé sans spectateurs, en raison des mesures prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a semblé plus serré que ne l'indiquent les scores. Après une première moitié de combat dominée par Lopez, Lomachenko a haussé le ton dans les derniers rounds mais insuffisamment pour défendre une quatrième fois victorieusement le titre conquis en 2018 aux dépens du Vénézuélien Jorge Linares. "Je pense avoir remporté le combat", a d'ailleurs déclaré le double champion olympique ukrainien (2008, 2012), qui a quitté immédiatement le ring après l'annonce des scores. "Il a remporté davantage de rounds dans la première moitié du combat. Dans la deuxième moitié, j'ai pris le contrôle. Je ne suis pas d'accord avec les scores".

R.S

RUGBY/COUPE D'EUROPE

Les Exeter Chiefs remportent leur première Coupe d'Europe

Les Anglais d'Exeter ont remporté la première Coupe d'Europe de rugby de leur histoire en battant 31-27 les Français du Racing 92, lors de la finale disputée samedi à Bristol. Les Chiefs menaient 14-0 avant de voir les Racingmen revenir dans le jeu. Mais c'est une pénalité réussie par le capitaine des Exeter Chiefs, Joe Simmonds, à seulement une minute du terme de la rencontre, qui a permis de sceller le sort de la rencontre, donnant 4 points d'avance aux Anglais. Invaincus en phase de poules (5 victoires et un match nul), dominateurs à domicile en quarts de finale (38-15 contre Northampton) puis en demi-finale (28-18 face à Toulouse), les Chiefs bouclent une campagne européenne quasiment parfaite, qui les voit succéder à un autre club anglais, les Saracens, qui le Racing 92 avait gagné en demi-finale. Les Exeter Chiefs seront le week-end prochain en quête d'un doublé, puisqu'ils devront affronter les Wasps en finale du championnat d'Angleterre.

R.S

RUGBY (NOUVELLE-ZÉLANDE)

Les All Blacks balayent les Wallabies et mettent une main sur la Bledisloe Cup

La Nouvelle-Zélande a pris une option sur la Bledisloe Cup en battant aisément l'Australie (27-7), dimanche à Auckland, effaçant ainsi les critiques suscitées par le match nul concédé une semaine plus tôt face aux mêmes Wallabies (16-16). Les All Blacks ont submergé leurs adversaires en seconde période après une première mi-temps équilibrée (10-7 à la pause) lors de la deuxième manche de cette confrontation annuelle entre les deux grands rivaux océaniques. Pour conserver la Bledisloe Cup, qu'ils détiennent depuis 2003, les Néo-Zélandais n'ont plus qu'à remporter un des deux matches qui opposera les deux équipes lors du Rugby Championship qui doit débuter le 31 octobre en Australie et lors duquel elles affronteront également l'Argentine.

R.S

FOOTBALL/ITALIE

Un doublé d'Ibrahimovic offre le derby milanais à l'AC Milan

L'AC Milan, porté par un Zlatan Ibrahimovic affamé après sa quarantaine pour cause de Covid-19, a poursuivi son sans-faute en remportant samedi un superbe derby face à l'Inter (2-1), une première depuis janvier 2016 en Serie A.

Deux buts en début de match de la star suédoise - son second doublé en deux matches joués en championnat - ont offert aux Rossoneri leur quatrième victoire en quatre matches. L'AC Milan est désormais seul en tête après la défaite plus tôt dans la journée de l'Atalanta Bergame à Naples (4-1). Cette première défaite de la saison marque un coup d'arrêt pour l'Inter d'Antonio Conte, handicapé par de nombreuses absences (six joueurs testés positifs au Covid-19 et Sensi suspendu).

Zlatan Ibrahimovic, de retour après avoir manqué les deux derniers matches pour cause de Covid-19, avait faim et il lui a fallu moins de vingt minutes pour poser son empreinte sur le match: il obtenait un penalty transformé en deux temps (13e) avant de profiter d'un marquage lâche de l'arrière-garde nerazzurra pour conclure un centre de Leao (16e). Il faisait signe aux quelques centaines de tifosi intéressés de se



taire. Mais ils n'allaient pas tarder à retrouver de l'espoir et de la voix quand Romelu Lukaku réduisait le score sur un centre de Perisic (29e). L'Inter aura les occasions pour venir, par Martinez (31e), Barella (32e) puis Lukaku (45e, 90+3e), mais Donnarumma tenait le choc.

Dans une seconde période avec moins d'occasions et plus de cartons jaunes, les Interistes pensaient avoir obtenu un penalty sur une sortie mal contrôlée du gardien milanais sur Lukaku, mais finalement refusé après intervention du VAR. Et l'AC Milan, qui en février dernier avait perdu le dernier derby

après avoir mené 2-0, conservait jusqu'au bout cette victoire. Un succès pas comme les autres pour Stefano Pioli et sa jeune génération de Kessié, Théo Hernandez, Bennacer et Leao, irrésistibles depuis la reprise des compétitions en juin (20 matches sans défaite, toutes compétitions confondues).

R.S

ESPAGNE

Le FC Barcelone chute à Getafe (1-0)

Le FC Barcelone s'est incliné à Getafe (1-0), sa première défaite de la saison, et manqué l'occasion de revenir sur le Real Madrid, leader du championnat d'Espagne qui a lui aussi chuté, à domicile contre Cadix, samedi pour la 6e journée. Le grand gagnant du week-end est l'Atlético Madrid, vainqueur chez le Celta Vigo 2-0 et désormais à deux points du Real avec un match en moins. L'attaquant français du Barça Antoine Griezmann a encore été décevant, manquant notamment un face-à-face en or à la demi-heure de jeu, qui aurait pu changer le cours du match. Lionel Messi a lui aussi loupé une

énorme occasion, dans le temps additionnel, en frappant à côté après une remise de Gerard Piqué. Obtenue grâce au penalty de Jaime Mata (son deuxième but cette saison), la victoire est méritée pour Getafe (2e), qui recolle au Real Madrid en tête de la Liga avec dix points, comme Cadix et Grenade. L'addition aurait pu être plus salée pour le Barça de Ronald Koeman, avec plusieurs occasions manquées par Getafe.

Le Real Madrid piégé par Cadiz (0-1)
Le promu Cadiz (0-1) a réalisé une grosse performance en allant battre le Real Madrid (1-0)

samedi en match comptant pour la sixième journée du championnat d'Espagne de première division. Les Merengues ont été surpris dès la 16e minute par un but de Lozano. Dans cette journée décidément compliquée, le Real a vu Sergio Ramos, blessé, sortir dès la pause. Première défaite de la saison des oailles de Zidane, le tout à une semaine du Clasico. A la faveur de son succès, Cadix rejoint son adversaire du jour en tête du classement avec 10 points en compagnie de Grenade.

R.S

ALLEMAGNE

Large victoire du Bayern devant le promu Bielefeld (4-1)

Le Bayern Munich, avec une phénoménale démonstration du duo Müller-Lewandowski, s'est largement imposé samedi devant le promu Bielefeld 4-1, pour le compte de la 4e journée de la Bundesliga. Deux buts (25e, 45e+1) et deux passes décisives de Robert Lewandowski, deux buts (8e, 51e) et une passe décisive de Thomas Müller: à quatre jours de son entrée en Ligue des champions à domicile contre l'Atlético Madrid, le champion d'Europe en titre s'est replacé en deuxième position de la Bundesliga, à une longueur du leader Leipzig. Lewandowski, récemment couronné joueur UEFA de l'année, prend la tête du classement des buteurs avec 7 réalisations. En fin de match, alors que le score était acquis, Corentin Tolisso a manqué le ballon en taclant

un attaquant adverse qui filait au but. L'arbitre a logiquement sorti le carton rouge, que l'international français n'a pas contesté (76e). A 4-0, le Japonais de Bielefeld Ritsu Doan a sauvé l'honneur (4-1, 58e) sur un contre, réussissant à placer son tir entre les jambes de Benjamin Pavard dans la surface.

M'Gladbach laisse échapper la victoire contre Wolfsburg
La formation de Moonchengladbach, l'une des quatre équipes allemandes engagées en Ligue des champions, a de nouveau laissé filer des points cruciaux samedi en Bundesliga, en concédant un nul 1-1 à domicile contre Wolfsburg à la 85e minute. Le club de Marcus Thuram, qui débute sa campagne européenne mercredi à Milan contre l'In-

ter, stagne en 10e position avec cinq points après quatre journées, à cinq longueurs déjà du leader Leipzig. Dans un match où Wolfsburg a globalement été la meilleure équipe, Thuram avait toutefois réussi à provoquer un penalty, en arrivant seul face au gardien, qui a manqué la balle, mais pas le Français. Jonas Hofmann l'a transformé: 1-0 (78e). Mais à cinq minutes de la fin du temps réglementaire, Wout Weghorst a récompensé les "Loups" de leurs efforts en égalisant pour Wolfsburg (1-1, 85e). M'Gladbach avait réussi une saison exceptionnelle l'an dernier, restant même en tête pendant un mois à l'automne, pour finalement prendre la quatrième place derrière les intouchables Bayern, Dortmund et Leipzig.

R.S

FOOT - LIGUE 2 / MC SAÏDA

16 arrivées mais le club toujours interdit de recrutement

Le MC Saïda prépare activement le prochain exercice en dépit de ses problèmes multidimensionnels. Ce club de l'Ouest du pays est parvenu à engager pas moins de 16 nouveaux joueurs avant une dizaine de jours de la clôture du mercato, a-t-on appris dimanche de la direction de cette formation de Ligue 2 de football.



Les transactions conclues jusque-là touchent tous les compartiments de l'effectif, avec l'engagement de joueurs "jeunes et ambitieux, même s'ils sont inconnus au bataillon", a-t-on précisé de même source. La direction du MCS a opté pour un renouvellement quasi-total de son effectif, après avoir assisté impuissante au départ de plusieurs joueurs de l'effectif de la saison passée en raison de la situation financière difficile que traverse le club. D'ailleurs, pour espérer qualifier ses 16 nouvelles recrues qu'elle a fait signer jusque-là, la même direction devra d'abord apurer ses dettes auprès d'anciens joueurs ayant recouru à la Chambre nationale

de résolution des litiges (CNRL) pour être rétablis dans leurs droits. Cela se passe au moment où les dissensions gagnent le bureau directeur du club, qui a enregistré le retrait du président du Club sportif amateur (CSA), Mohamed Messaïdi, détenteur de la majorité des actions au sein de la Société sportive par actions (SSPA) qui gère le club de football. "J'ai décidé de me retirer des affaires du club de football. J'ai annoncé ma décision au bureau directeur lors de notre réunion de samedi. Je n'ai pas apprécié la manière avec laquelle est géré le club", a déclaré Messaïdi à l'APS. Le MCS, qui a décidé de réitérer sa confiance

à l'entraîneur Karim Bouhila, arrivé au club au milieu de la saison passée, a fait signer les joueurs suivants : Rabhi (ex-CS Mecheria), Khelfi (ex-MO Constantine), Mezroud (ex-US Beni Douala), Guennane (ex-OM Ruisseau), Smara (ex-US Tébessa), Bahache (ex-Amel Boussaâda), Loukar et Chibani (ex-MB Hessasna), Meziane (ex-Olympique Médéa), Ghettache (ex-US Haï El Djabal), Ben El Djazia (ex-réserves ASO Chlef), Aoued (ex-JSM Tiaret), Hameg (ex-CSM Oran), Messak (ex-CS Lerdjam), Rouagha (ex-DRB Baraki) et Si Hali (ex-réserves JS Kabylie).

R.S

FOOTBALL / LIGUE 1 ALGÉRIENNE - JS KABYLIE

Reprise précoce pour six joueurs

Six joueurs de la JS Kabylie ont repris les entraînements samedi après-midi, soit 48 heures avant le reste du groupe, car "présentant un léger déficit physique" qu'ils doivent combler, avant de poursuivre la préparation, selon la direction des "Canaris". Il s'agit d'Aziz Benabdi,

Juba Aguiieb, Kadour Chérif Chaker, Billel Tizi-Bouali, Oussama Daibèche et Oussama Der-ragi, qui suivent ainsi un programme de préparation spécifique au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, avec l'objectif de "se mettre au même niveau" que leurs coéquipiers. Pour ce

qui est des autres joueurs, dont la forme physique a été jugée "satisfaisante" à l'issue du dernier stage bloqué à Akbou (Béjaïa), la reprise se fera lundi après-midi. A propos de ce stage à Akbou, marqué par le déroulement de trois matchs amicaux, respectivement contre l'équipe de l'AS Sù-

retet Nationale (ASSN), le NC Magra et l'Olympique de Médéa, l'entraîneur Yamen Zelfani s'est dit "globalement satisfait du travail accompli", ajoutant que "les jeunes du cru" qui ont été pris avec les seniors en avaient "bien profité" aussi.

R.S

Brèves

FOOTBALL / CHAMPIONNAT GREC - OLYMPIAKOS

L'Algérien Soudani rejoue, huit mois après

L'attaquant international algérien de l'Olympiakos, Hilal Soudani, victime d'une rupture des ligaments croisés en février dernier, a retrouvé la compétition samedi soir, à l'occasion de la 5e journée de Super Ligue grecque de football. L'ancien fer de lance de l'ASO Chlef (32 ans) a démarré cette rencontre comme remplaçant, et ce n'est qu'à un quart d'heure de la fin qu'il a fait son entrée en jeu. L'Olympiakos, largement dominateur dans son stade Georgios-Karaiskaki, l'a assez facilement emporté contre Atromitos (4-0), grâce notamment à son international marocain Youssef El-Arabi, auteur d'un triplé (51', 82' et 87'), alors que l'autre but a été l'oeuvre de l'Egyptien Koka (65').

R.S

FOOT - ELIMINATOIRES CAN-2021/MONDIAL-2022

Le calendrier de la sélection algérienne

Calendrier de la sélection algérienne de football en éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, décalée à 2022 et du Mondial-2022: CAN-2021 3e et 4e journées: 9-17 novembre 2020 5e et 6e journées: 22-30 mars 2021 Coupe du monde 2022 1re et 2e journées: 31 mai-15 juin 2021 3e et 4e journées: 30 août-7 septembre 2021 5e et 6e journées: 4-12 octobre 2021 Matchs barrages: 8-16 novembre 2021.

R.S

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (DEMI-FINALE ALLER)

Al Ahly s'impose contre le Wydad Casablanca (2-0)

Le club égyptien Al Ahly est bien parti pour obtenir sa qualification pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique après sa victoire 2-0 samedi sur le terrain du Wydad Casablanca en demi-finale aller.

Avant les matches retour la semaine prochaine puis la finale prévue le 6 novembre, la deuxième demi-finale offre un autre duel entre clubs de Casablanca et du Caire: le Raja reçoit dimanche Zama- lek, dans le même stade Mohammed-V de Casablanca. Al Ahly, club le plus titré de la compétition avec huit trophées, le dernier en 2013, a infligé au Wydad sa première défaite à domicile en 27 matches de Ligue des champions de la CAF, grâce aux buts de Mohamed "Afsha" Magdy (4e) et Ali Maaloul sur penalty (62e).

Les Egyptiens sont bien partis pour prendre leur revanche, après avoir perdu en finale en 2017 contre le club marocain. Les quatre clubs encore en lice ont tous déjà gagné la compétition au moins deux fois. Un d'entre eux va succéder à l'Espérance de Tunis, vainqueur lors des deux dernières saisons. Résultats des demi-finales aller: samedi Wydad Casablanca (MAR) - Al Ahly (EGY) 0 - 2 dimanche Raja Casablanca (MAR) - Zama- lek (EGY) Demi-finales retour vendredi 23 Al Ahly (EGY) - Wydad Casablanca (MAR) Samedi 24 Zama- lek (EGY) - Raja Casablanca (MAR).

R.S

FOOT / ELIMINATOIRES CAN-2021

La CAF propose différentes options pour les 3e et 4e journées

La Confédération africaine de football (CAF) a proposé différentes options pour le déroulement des matchs des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN-2021, prévus durant la fenêtre internationale allant du 9 au 17 novembre, a indiqué samedi la Fédération algérienne (FAF). Suite aux réunions des 12, 13 et 14 octobre par visioconférence avec les secrétaires généraux des associations nationales participant à la phase de groupes des

éliminatoires de la CAN-2021 et de la Coupe du monde 2022, la CAF a proposé "trois options: jouer les deux matchs dans un des deux pays, jouer les deux matchs sur un terrain neutre et une troisième option à discuter", a fait savoir la FAF. La CAF a pris en considération la situation dans chaque pays en ce qui concerne les rencontres et les voyages et a établi des obligations dans le protocole des matchs internationaux, les règles pour la convocation des joueurs et les préparations, le trai-

tement des contentieux avec les clubs et la création d'un groupe de crise pour les matchs. La sélection algérienne de football, championne d'Afrique en titre, disputera une double confrontation contre le Zimbabwe, les 12 et 16 novembre à Alger et Harare dans le cadre des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN-2021, décalée à 2022 au Cameroun en raison de la pandémie de coronavirus.

R.S

Brèves

NORD DE SYRIE

Six membres des YPG tués par les forces turques

Le ministère turc de la Défense a annoncé samedi que les forces de sécurité turques ont tué six membres des Unités de protection du peuple kurde syriennes (YPG) dans le nord de la Syrie. "Six terroristes des YPG/PKK, qui avaient déclenché des tirs de harcèlement et tenté de s'infiltrer, ont été neutralisés par nos commandos héroïques", a déclaré le ministère turc dans un communiqué.

La Turquie considère le groupe YPG comme la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit par Ankara. L'armée turque a lancé l'opération Bouclier de l'Euphrate en 2016, l'opération Rameau d'Olivier en 2018, l'opération Source de Paix en 2019 et l'opération Bouclier du Printemps en 2020 dans le nord de la Syrie afin de créer une zone exempte des YPG le long de sa frontière dans le pays voisin.

AFGHANISTAN

Trois policiers tués suite à l'explosion d'une bombe

Trois membres de la police afghane ont trouvé la mort et un autre blessé suite à l'explosion d'une bombe artisanale, lors du passage d'un véhicule de police dans la province de Parwan, dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé samedi la porte-parole de la police de la province.

La responsable a affirmé, dans une déclaration à la presse, que cette explosion meurtrière a eu lieu lors des heures de pointes matinales dans la région de Salang, faisant trois morts parmi les policiers, dont un vice-président de la police de la région, et blessant un quatrième.

Les investigations ont été lancées sur cet incident, a ajouté la responsable, sans donner plus de détails.

NIGERIA

14 soldats tués dans l'attaque de leur base par des terroristes

Des terroristes liés à l'organisation autoproclamée "Etat islamique" (Daech/EI) ont tué 14 soldats nigériens dans une attaque contre une base militaire dans le nord-est du pays, ont indiqué samedi des sources militaires.

Deux sources, qui ont requis l'anonymat citées par l'AFP ont indiqué que des éléments du groupe terroriste autoproclamé "Etat Islamique" en Afrique de l'Ouest (Iswap) avaient attaqué vendredi la base militaire de Jakana avec des mitrailleuses et des lance-grenades, une offensive suivie d'intenses combats.

"Nous avons perdu 14 soldats dans la bataille, dont l'officier en charge et un autre officier", a affirmé une de ces sources.

Plusieurs soldats sont portés disparus, a précisé une seconde source, qui a donné un bilan des pertes identique. Quatre camions chargés de mitrailleuses ont été dérobés lors de l'attaque. L'armée nigérienne a entamé lundi une vaste opération de ratisage dans une zone comprenant Jakana.

SOUDAN

La police libère 66 otages détenus par des groupes de traite d'êtres humains



La police soudanaise a annoncé samedi avoir libéré 66 otages détenus par des groupes de traite d'êtres humains. "La police d'Etat de Gedarif a réussi à libérer 66 victimes éthiopiennes et soudanaises dans la localité d'Al-Quraysha, à la frontière soudano-éthiopienne, qui avaient été détenues par un réseau actif dans la traite d'êtres humains", indique un communiqué du bureau de presse de la police soudanaise.

"L'opération a été menée grâce à la disponibilité et à la vigilance des forces de police de Gedarif déployées à la frontière pour lutter contre les crimes de trafic d'êtres humains, de drogue, de diffusion d'armes et de contrebande de biens essentiels", a indiqué Sabir Alla Jabo Fadl Al-Sid, le directeur de la police d'Etat de Gedarif, cité par le communiqué.

Il a déclaré que la police avait tendu une embuscade aux membres du groupe et saisi un

véhicule transportant 64 jeunes filles de nationalité éthiopienne et deux Soudanaises.

Considéré comme l'un des points de croisement de la traite d'êtres humains et de l'immigration illégale, le Soudan a récemment été témoin d'un nombre croissant de groupes organisés impliqués dans ces activités.

Khartoum affirme maintenir une coordination de haut niveau avec certains pays africains et européens pour s'attaquer au problème.

CAMEROUN

Trois villageois tués et cinq enfants kidnappés par Boko Haram

Trois villageois ont été tués et cinq enfants enlevés par des terroristes de Boko Haram dans l'extrême-nord du Cameroun, où ces terroristes multiplient les meurtres et kidnappings de civils, ont indiqué samedi les autorités locales.

L'attaque s'est déroulée dans la nuit de jeudi à vendredi dans le village de Oudal, à 6 km de la frontière avec le Nigeria, a affirmé Boukar Medjehew, le maire de Mayo-Moskoto, une bourgade à laquelle est rattaché Oudal.

Les villageois tués sont des hommes, les cinq enfants enlevés sont âgés de trois à quinze ans, selon M. Medjehew, qui a attribué

la responsabilité de l'attaque à Boko Haram. Ce bilan a été confirmé à l'AFP par Mahamat Chetima Abba, le lamido - ou chef traditionnel - de Mozogo, une commune proche de Oudal.

Les membres de Boko Haram et d'une branche dissidente, le groupe terroriste autoproclamé "Etat Islamique" en Afrique de l'Ouest (Iswap), multiplient, ces dernières années, les attaques meurtrières contre les forces de sécurité et les civils dans l'extrême-nord du Cameroun comme dans les régions limitrophes des trois pays voisins, le Nigeria, le Niger et le Tchad. Ils y enlèvent fréquemment des civils, notamment des femmes et des enfants.

NAGORNY KARABAKH

L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan de violer la trêve

L'Arménie a accusé dimanche l'Azerbaïdjan d'avoir violé une "trêve humanitaire" tout juste entrée en vigueur au Nagorny Karabakh en bombardant la région. L'Azerbaïdjan n'a pas immédiatement réagi. "La République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan sont convenues d'une trêve humanitaire à partir du 18 octobre à 00H00 heure locale", a déclaré samedi soir le ministre arménien des Affaires étrangères. Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a confirmé, dans une déclaration identique.

La reprise des combats il y a trois semaines a fait des centaines de morts. Après une première tentative ratée de cessez-le-feu sous l'égide de Moscou, le conflit a connu une nouvelle escalade samedi. L'annonce de la trêve intervient alors que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est entretenu au téléphone dans la soirée avec ses homologues arménien et azerbaïdjanais et insisté sur "la nécessité d'un respect strict" du cessez-le-feu conclu samedi dernier à Moscou, selon le ministère russe des Affaires étrangères.

POUR L'IRAN

L'embargo onusien sur ses armes est levé (ministère)

L'Iran a annoncé dimanche que l'interdiction visant notamment la vente d'armes et d'équipements militaires lourds à Téhéran a désormais expiré aux termes de l'accord international sur le nucléaire iranien et la résolution 2231 du Conseil de sécurité.

"A partir d'aujourd'hui, toutes les restrictions sur les transferts

d'armes, activités liées et services financiers à destination et en provenance de la République islamique d'Iran, (...) sont toutes automatiquement levées", a indiqué le ministère iranien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Aux termes de l'accord international sur le nucléaire iranien, cet embargo interdisant notamment

la vente d'armes et d'équipements militaires lourds à l'Iran était censé expirer le 18 octobre.

"La République islamique d'Iran peut donc se procurer les armes et équipements nécessaires de n'importe quelle source sans aucune restriction légale et uniquement sur la base de ses besoins défensifs", ajoute le texte publié par le ministère.

Selon le communiqué du ministère, la République islamique "peut également exporter des armements défensifs sur la base de ses propres politiques".

En août, les Etats-Unis ont échoué dans une tentative visant à pousser le Conseil de sécurité à prolonger cet embargo et à rétablir les sanctions internationales contre l'Iran levées aux termes du pacte.

IRAN (FIN DE L'EMBARGO DE L'ONU)

Pas de "frénésie" d'achats d'armes

L'Iran a fait savoir qu'il était autonome en matière de défense et n'avait pas besoin de se lancer dans une "frénésie" d'achats d'armes, alors que doit expirer hier l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes conventionnelles à Téhéran en dépit de la forte opposition des Etats-Unis.



La doctrine de l'Iran en matière de défense repose sur une forte dépendance envers sa population et ses capacités locales (...). Les armes non-conventionnelles, les armes de destruction massive et une frénésie d'achats n'ont pas leur place dans la doctrine défensive de l'Iran", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, dans un communiqué relayé par la presse iranienne. Dimanche doit expirer l'embargo sur les ventes d'armes à l'Iran mis en place dans le cadre de l'accord sur le nucléaire iranien, signé en juillet 2015 à Vienne par l'Iran, la Russie, la Chine, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. "La République islamique d'Iran peut donc se procurer les armes

et équipements nécessaires de n'importe quelle source sans aucune restriction légale et uniquement sur la base de ses besoins défensifs", ajoute le communiqué. Washington a dénoncé cet accord en 2018 et, depuis, les tensions avec Téhéran se sont accentuées. L'administration de Donald Trump a engagé en août une procédure, dite de "snapback", destinée à rétablir l'ensemble des sanctions internationales contre l'Iran, après que le Conseil de sécurité de l'Onu a rejeté un projet de résolution américain destiné à prolonger indéfiniment l'embargo sur les ventes d'armes à Téhéran. Cette plainte des Etats-Unis a été classée sans suite par l'Onu, et les Européens ont rejeté l'initiative américaine. Le communiqué

iranien exhorte les Etats-Unis à "abandonner leur approche destructrice vis-à-vis de la résolution 2231", rappelant que les tentatives américaines ont été "catégoriquement rejetées à plusieurs reprises au cours des trois derniers mois par le Conseil de sécurité". L'Iran affirme dans le même communiqué que dans le cas d'une "violation substantielle de la résolution et des objectifs" du pacte sur le nucléaire "la République islamique d'Iran se réserve le droit de prendre toutes les contre-mesures nécessaires pour garantir ses intérêts nationaux". Le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, a déclaré sur son compte Twitter que la communauté internationale avait "protégé" l'accord nucléaire et a

marqué hier la "normalisation de la coopération de l'Iran avec le monde". "La normalisation ce jour de la coopération de l'Iran avec le monde en matière de défense est une victoire pour la cause du multilatéralisme et la paix et la sécurité dans notre région", a écrit sur Twitter le chef de la diplomatie iranienne. La levée de l'embargo sur la vente des armes à l'Iran suscite déjà les inquiétudes sur les parts de marché que Téhéran va s'octroyer en termes de ventes d'armes. L'Iran, qui a développé son industrie militaire, peut devenir un grand fournisseur d'armes à tant de pays d'autant plus que Téhéran est lié par des contrats de fournitures d'armes avec certains pays.

R.I

IRAK

Quatre terroristes de "Daech" arrêtés à Bagdad

Le ministère irakien de l'Intérieur a annoncé l'arrestation d'un chef du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) et de trois autres membres du groupe extrémiste à Bagdad. Dans un communiqué rendu public, samedi, l'agence irakienne des renseignements a fait savoir que "les quatre personnes arrêtées, dont la traque a duré une longue période, sont recherchées pour terrorisme. Elles ont avoué leur appartenance à Daech et leur participation à plusieurs opérations terroristes contre les forces de l'ordre et les civils", rapporte le communiqué. Depuis le début de l'année en cours, les forces irakiennes ont intensifié les opérations de ratissage et les raids pour traquer les terroristes de "Daech" alors que les attaques d'éléments appartenant vraisemblablement au groupe terroriste, sont de plus en plus nombreux, notamment entre Kirkouk, Saladin (nord) et Diyala (est). L'Irak a annoncé en 2017 sa victoire sur Daech, en recouvrant la totalité des terres que le groupe terroriste occupait, dont la superficie remonte à plus du tiers du territoire irakien. Le groupe terroriste possède, toutefois, des cellules dormantes dans de vastes zones irakiennes et continue de mener des attaques sporadiques.

R.I

ANTONIO GUTERRES
(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'ONU)

Appel à faire état de solidarité avec les pauvres

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé samedi la communauté internationale à faire état de solidarité avec les personnes vivant dans la pauvreté. "En cette Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, soyons solidaires avec les personnes vivant dans la pauvreté, tout au long de la pandémie de COVID-19 et au-delà", a-t-il déclaré dans un message vidéo pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté qui tombe chaque année le 17 octobre. Il a souligné que la pandémie représente "une double crise" pour les personnes les plus pauvres du monde.

"Tout d'abord, ce sont elles qui courent le plus grand risque d'être exposées au virus et qui ont le moins accès à des soins de santé de qualité", a déclaré M. Guterres. "Deuxièmement, des estimations récentes montrent que la pandémie pourrait plonger jusqu'à 115 millions de personnes dans la pauvreté cette année - la première augmentation depuis des décennies", a-t-il ajouté. Le chef de l'ONU a souligné la nécessité de déployer des efforts extraordinaires pour lutter contre la pauvreté, appelant les gouvernements à accélérer la transformation économique en investissant dans une reprise durable. Les pays ont besoin d'une "nouvelle génération de programmes de protection sociale" qui couvrent également les personnes qui travaillent dans l'économie informelle, a-t-il noté.

R.I

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Violences intercommunautaires dans le fief d'un candidat

Des violences intercommunautaires, qui ont fait des blessés, se déroulent depuis vendredi à Bongouanou (200 km au nord d'Abidjan), fief du candidat à la présidentielle Pascal Afifi N'Guessan, ex-Premier ministre de Laurent Gbagbo, dont la maison a été incendiée, ont rapporté samedi des médias. Ces violences surviennent alors que l'opposition, dont fait partie M.N'Guessan, a lancé jeudi un mot d'ordre de "boycott actif" du "processus électoral" et notamment demandé à ses militants d'"empêcher la tenue de toute opération liée au scrutin" présidentielle du 31 octobre. L'opposition demande notamment une réforme de la commission électorale et du conseil constitutionnel, qu'elle accuse d'être inféodés au pouvoir et d'avoir validé la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat controversé. Les habitants du quartier Agnikro (ethnie locale agni, majoritairement pro-opposition) et

ceux de Dioulabougou (quartier d'ethnie dioula du Nord, majoritairement pro-Ouattara) s'affrontent à coups "de gourdin et de machettes", selon des témoignages concordants. Des maisons et des magasins ont été incendiés. "La situation est intenable... Nous avons beaucoup de blessés transportés à l'hôpital", a affirmé Mathieu, un habitant de Bongouanou. Dans une ambiance tendue, les jeunes, dont certains très alcoolisés, laissent passer des ambulances et des habitants mais aucun autre véhicule. Des violences intercommunautaires ont fait une quinzaine de morts en août et en septembre dans plusieurs villes du pays dans le sillage de l'annonce de la candidature du président Alassane Ouattara et après le rejet par le Conseil constitutionnel de 40 candidatures, dont celles de l'ex-chef rebelle et ancien Premier ministre Guillaume Soro et de l'ancien président, Laurent Gbagbo.

Outre M. Ouattara et Afifi N'Guessan, l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ancien député Kouadio Konan Bertin sont en lice. Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara avait annoncé en mars renoncer à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. La loi ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016 le compteur des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition. La crainte de violences électorales est forte en Côte d'Ivoire, dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3 000 morts, après le refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale face à Alassane Ouattara.

R.I

Les acteurs internationaux impuissants face aux crises en Afrique de l'Ouest

L'Onu, l'Union africaine, la CEDEAO ont failli dans la prévention des crises en Afrique de l'Ouest. Par conséquent, elles ont organisé leur impuissance dans la résolution des conflits à venir. Leurs dernières missions à Abidjan et Conakry en sont l'illustration parfaite. Analyse pour Sputnik de Leslie Varenne directrice de l'IVERIS.*

En octobre 2020, les institutions internationale (Nations unies), continentale (UA) ou régionale (CEDEAO) se sont rendues en mission à Abidjan et Conakry pour s'enquérir des conditions des processus électoraux en cours.

Pour rappel, les Présidents guinéen et ivoirien sortants sollicitent un troisième mandat, jugés anticonstitutionnels. La campagne électorale en cours a déjà fait des morts en Guinée, qui votera ce dimanche 18 octobre. En Côte d'Ivoire, qui est appelée aux urnes le 31 octobre, les tensions –avec décès et blessés– ont commencé dès l'annonce de la candidature d'Alassane Ouattara, le 6 août dernier.

Le marteau et la plume...

Après le coup d'État au Mali du 18 août, l'UA et la CEDEAO avaient suspendu cet État de leurs instances respectives. Cette dernière n'avait pas hésité à imposer des sanctions commerciales et financières, la fermeture des frontières, mesures lourdes qui ont pesé sur une économie déjà très fragile et donc sur la vie quotidienne des Maliens. Rien n'était assez fort: admonestations, ultimatum, embargo, pour obliger les putschistes à rétablir «l'ordre constitutionnel afin de respecter le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de cette institution.»

Dès lors, il eût été logique que la mission à Abidjan des trois institutions précitées auxquelles s'est ajouté le Conseil de l'Entente, l'une des plus anciennes organisations de coopération régionale en Afrique de l'Ouest, esquissât à minima des propositions pour sortir de l'impasse.

Il n'en a rien été. Sur le papier, le mandat de ce quadripartite était pourtant très clair: «dans le cadre des efforts de diplomatie préventive», il s'agissait de «promouvoir la tenue d'une élection présidentielle crédible, transparente et pacifique en République de Côte d'Ivoire.» Il est vrai que compte tenu de tous les contentieux qui opposent le Président sortant, Alassane Ouattara, à l'opposition unie –fichier électoral, Commission électorale indépendante (CEI), «troisième mandat anticonstitutionnel»–, la tâche de ces «missionnaires» s'annonçait particulièrement ardue.

Les diplomates s'en sont pourtant acquittés avec une facilité déconcertante et en un temps record de quatre jours, du 4 au 7 octobre 2020.

Le communiqué final de ladite mission laisse le lecteur coi, face à cet exercice de langue de bois de très haute volée: «La Mission conjointe a invité l'ensemble des parties prenantes à favoriser le dialogue et à s'engager pour l'organisation et la tenue d'une élection crédible, transparente, inclusive, respectueuse des droits de l'homme et qui tient compte des mesures



barrières pour contenir la propagation de la pandémie à la Covid-19.» Tout le reste est à l'avenant.

Dans ce genre de communiqué, ce qui n'est pas dit est souvent plus intéressant que ce qui est écrit. Ainsi, les diplomates ont-ils omis d'appeler au respect de leurs propres textes, que ce soit le protocole additionnel de la CEDEAO, ou la Charte de l'Union africaine, tous deux limpides en matière d'élections et de démocratie. Ils ont également «oublié» d'évoquer les très récentes décisions (septembre 2020) de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ordonnant au gouvernement ivoirien de réintégrer l'ancien Président Laurent Gbagbo et l'opposant Guillaume Soro sur les listes électorales afin qu'ils puissent voter et être candidats. Pas un mot non plus sur la situation de Laurent Gbagbo, qui –malgré ses demandes officielles– n'a toujours pas obtenu son passeport, en violation de la Constitution ivoirienne, qui précise en son article 12 qu'aucun de ses concitoyens ne peut être contraint à l'exil.

Comment comprendre cette démission en rase campagne?

Lorsque Mohamed Ibn Chambas, le représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest s'était rendu seul en Côte d'Ivoire en septembre dernier, il avait obtenu une petite avancée, avec la libération de neuf prisonniers proches de Guillaume Soro, dont trois députés. Accompagné du triumvirat, il n'obtint rien. Pourquoi?

Depuis 2017, c'est Jean-Claude Brou, un Ivoirien fidèle d'Alassane Ouattara qui est à la tête de la CEDEAO et le Conseil de l'Entente est également dirigé par l'un de ses compatriotes. La commissaire aux affaires politique de l'Union africaine, la Burkinabè, Minata Samatè Cessouma, est en campagne pour sa réélection à ce

poste, elle a besoin de tous les soutiens et ne peut donc pas se permettre de taper du poing sur la table. Quant à l'Onu, depuis l'arrivée d'Antonio Guterres, qui a pourtant fait part de sa vive inquiétude concernant la Côte d'Ivoire, elle laisse les institutions régionales aux avant-postes et leur délègue la prévention et la résolution des conflits. Il n'y a donc plus personne pour faire valoir le droit international, les grands principes, les droits de l'homme, etc. pourtant tant vantés.

D'autant que tout ce qui vaut pour Alassane Ouattara vaut également pour Alpha Condé, puisque les deux Présidents en exercice sont montés sur la même fragile embarcation du troisième mandat. Le premier est puissant au sein de la CEDEAO, le second compte de nombreux soutiens au sein de l'Union africaine. Par conséquent, la mission tripartite en Guinée Conakry n'a pas donné plus de résultat que celle qui a eu lieu en Côte d'Ivoire. La chef de cette mission, la Ghanéenne Shirley Ayorkor Botchway, présidente du conseil des ministres de la CEDEAO a même déclaré que le Président guinéen est «un démocrate et il continuera toujours à prouver son caractère démocratique»...

Des peuples livrés à eux-mêmes

Une phrase qui risque de peser lourd dans le cas, presque quasi certain, où les résultats de l'élection présidentielle seront contestés, avec une nouvelle fois de nombreux morts à la clé. En prononçant ces mots, en ne faisant pas respecter leurs propres textes, l'Onu, l'UA, la CEDEAO se sont défaussées. Dès lors, ces institutions n'auront plus ni légitimité ni capacité d'action en cas de conflits postélectoraux. Les opposants ivoiriens comme guinéens ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur leur propre détermination et que seul le rapport de forces sera

décisif dans la bataille qu'ils mènent. L'ancien Président ivoirien, Henri Konan Bédié, a perçu le danger d'une telle situation et en a appelé, lors du dernier meeting de l'opposition du 10 octobre dernier, directement et personnellement à Antonio Guterres.

Une position intenable

Quant aux autres acteurs internationaux, les États-Unis se sont montrés à plusieurs reprises préoccupés par le cas ivoirien, mais ils laissent, eux aussi, leurs partenaires et leurs ONG prendre les devants. L'Union européenne s'est pour sa part fendue d'un texte plus courageux, puisqu'elle rappelle les décisions de la Cour africaine des droits de l'homme. Reste le cas symptomatique de la France... Emmanuel Macron qui –faut-il le rappeler?– avait fêté son anniversaire en grande pompe à Abidjan en décembre dernier; Emmanuel Macron, qui avait félicité le Président Ouattara lorsque celui-ci avait inopportunistement déclaré qu'il ne se représenterait pas pour un troisième mandat; Emmanuel Macron, si prompt à s'ingérer dans les affaires libanaises ou biélorusses et à soutenir les manifestants, se tait. C'est donc Jean-Yves Le Drian qui a donné la position de Paris, lors d'une audition à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Balbutiant et perdu dans ses fiches, le patron du Quai d'Orsay a d'abord rétorqué au député Jean-Paul Lecoq, qui l'interrogeait sur les doubles standards de la diplomatie française, «qu'en Biélorussie, des dizaines de milliers de personnes manifestaient dans les rues» et qu'il ne fallait pas faire de «comparaisons hâtives.» Il a poursuivi en rappelant qu'un processus démocratique se poursuivait en Côte d'Ivoire et qu'il n'était pas chargé d'apprécier la nouvelle Constitution, «ce serait de l'ingérence!»